



PORTE DE ST CYR – RN 10
78210 ST CYR L'ECOLE
Tél : 01.39.53.56.56



PORTE DE ST CYR – RN 10
78210 ST CYR L'ECOLE
Tél : 01.39.53.76.55



Branche INRA
contactinra@sud-recherche.org

Communiqué de presse

Les syndicats nationaux CFDT, CGT, SUD de l'INRA, majoritaires à l'INRA, empêchent la tenue du CTP du 12 juin 2008

**Déstructurations de la recherche publique :
après l'INSERM et le CNRS, l'INRA aujourd'hui dans la ligne de mire !**

La plus grande opacité règne concernant l'avenir et le statut de l'INRA. Aucune réponse n'a été donnée, que ce soit par le Ministère ou la Direction Générale de l'INRA, aux questions que nous avons soulevées après le discours du Président de la République au congrès de la FNSEA. Nicolas Sarkozy exigeait le regroupement d'ici la fin juin des organismes de recherche et d'enseignement supérieur dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation et du développement durable. Aujourd'hui, on apprend que se mettrait en place un « consortium » ou « holding » regroupant l'INRA — EPST avec des personnels titulaires fonction publique de l'Etat —, le CIRAD — EPIC avec des personnels de droit privé —, et quelques écoles agronomiques, avec des personnels sous statuts divers. Et ceci pourrait être annoncé publiquement par le Ministère de l'Agriculture (que devient la tutelle Recherche ?) dans les prochains jours !!!

Le silence total de la Direction Générale de l'INRA sur ces questions avant le Comité Technique Paritaire (CTP) de ce jour a amené les syndicats majoritaires de l'INRA à refuser de siéger après lecture de la déclaration ci-dessous. Ce CTP n'a donc pu se tenir faute de quorum. Nous avons remis à cette occasion les 3000 signatures réunies à ce jour sur la pétition intersyndicale.

Les déclarations les plus rassurantes, qui ne manqueront d'arriver quant à l'avenir de l'INRA et de ses personnels, ne devront tromper personne. La même méthode est actuellement employée au CNRS avec, à la clé, le démantèlement en instituts. La création de ceux-ci ne pourrait que toucher l'INRA. Ce vaste mouvement de restructuration de la recherche publique s'inscrit pleinement dans le contexte de liquidation des services publics entamée par le gouvernement.

Les syndicats CFDT, CGT et SUD appellent les personnels de l'INRA à se réunir au plus vite en assemblées générales dans les Centres pour discuter de ces questions et prendre toutes initiatives pour exiger le maintien de l'intégrité l'INRA et des autres EPST sous leur statut public actuel. Ces initiatives peuvent prendre la forme, par exemple, de motions adressées à la Direction Générale et aux Ministères. Toutes les instances doivent aussi être utilisées pour faire valoir cette exigence.

Le 19 juin, tous les syndicats de la recherche et de l'enseignement supérieur appellent à bloquer le conseil d'administration et à occuper les délégations régionales du CNRS pour s'opposer à la réforme de cet organisme. Les syndicats invitent les personnels à s'y associer.

Un CTP Ministériel doit se tenir avant fin juin. Le CA de l'INRA est convoqué le 27 juin.

Les syndicats CFDT, CGT, SUD appellent les personnels de l'INRA à agir au plus vite pour empêcher que ces menaces ne soient mises à exécution comme prévu pendant l'été.

Contacts : CGT-Inra (Alain Roques - Alain Pointillart 01.39.53.56.56) – CFDT-Inra (Eliane Smets 01.39.53.76.55) – SUD (Patrick Gestin 06.75.27.68.74)

Déclaration liminaire des syndicats INRA CGT-CFDT-SUD

avant ouverture du CTP du 12 juin 2008

La DG INRA propose aujourd'hui une discussion sur un avis qu'elle a transmis au Ministère, il y a plus d'un mois. Or, nous avons appris ces derniers jours que des évolutions importantes concernant l'avenir de l'INRA étaient engagées, dans lesquelles Mme Guillou est associée en tant que présidente de l'INRA. Nous avons prévu de proposer à ce CTP la motion adoptée au CSN à l'unanimité :

« Le projet de création des 6 instituts du CNRS s'accompagnant de la possible mise à l'écart du secteur Sciences de la Vie et de l'informatique concerne directement l'INRA. Le Conseil Scientifique National de l'INRA réuni ce jour se prononce contre le possible démantèlement du CNRS et pour le maintien de l'intégrité de l'INRA comme organisme national de recherche de plein exercice sous statut d'EPST. »

La nouvelle situation nous amène à reconsidérer notre participation à ce CTP. En effet, dans ce contexte, nous n'acceptons pas de traiter l'ordre du jour tel qu'il a été défini. Nous considérons que les questions prioritaires sont ailleurs, et vous demandons instamment de programmer dans les meilleurs délais un CTP ayant pour unique point à l'ordre du jour, celui de l'avenir de l'Institut.

Nous vous déposons aujourd'hui près de 3000 signatures recueillies par les 4 organisations syndicales de l'INRA.